

11 mars 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Propos conclusifs du Président de la République lors de réunion du G7 sur les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient.

Emmanuel MACRON

Je voulais rendre compte du G7 que nous venons de tenir, pour la première fois depuis que le conflit a commencé dans la région, donc depuis onze jours. Nous avons réuni au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement le G7 à l'instant. D'abord pour faire un point sur la situation et ses conséquences et pour mettre en œuvre le travail et la coordination indispensable entre nos pays.

Evidemment chaque jour les bombardements continuent avec des impacts extrêmement préoccupants sur la région, je l'ai rappelé encore hier et avant-hier. Les bombardements israéliens et américains sur l'Iran et la riposte iranienne qui touche beaucoup de pays amis de la région et qui à la fois endommagent leurs économies, menacent leur sécurité et leur intégrité territoriale. Ce qui a conduit la France, entre autres, à venir en aide, conformément à ses accords de défense avec plusieurs de ces pays.

Le G7 s'est réuni aujourd'hui, d'abord pour organiser le travail sur les mécanismes à mettre en œuvre pour la liberté de navigation et la sécurité maritime. Et donc, nous avons acté les 3 axes que la France avait pu déjà définir pour elle-même. La présence en Méditerranée orientale, la libre circulation en mer rouge de Suez à Bab-el-Mandeb, avec un exercice qui existe déjà, l'opération dite ASPIDES, à laquelle nous contribuons. Enfin, la nécessité de mettre en place un travail qui prendra plusieurs semaines, mais de coordination de plusieurs marines pour pouvoir escorter au moment voulu et assurer la libre circulation dans le Détroit d'Ormuz. Les conditions, aujourd'hui, ne sont pas remplies. Le Détroit est un théâtre de guerre. Mais ce travail doit être organisé. C'est ce que nous avons proposé de préparer, avec, en parallèle, un travail avec les compagnies maritimes, les transporteurs et les assureurs.

Le cœur du travail des derniers jours du G7 a été aussi d'essayer de répondre aux conséquences économiques de cette guerre. C'est ce qui nous a conduits, lundi, à lancer ce travail, dont j'avais pu parler à plusieurs d'entre vous, d'utiliser nos réserves stratégiques pour pouvoir donner un signal au marché mondial du pétrole et faire baisser les prix. Cette décision a été préparée dans le cadre du G7, qui représente environ 70 % des réserves qui sont contrôlées par l'Agence internationale de l'énergie. Et donc, nous avons finalisé ces dernières heures, et ça a été annoncé à l'instant, la décision formelle de libérer 400 millions de barils de nos réserves stratégiques. Quand je dis nous, c'est la trentaine de pays qui sont dans l'Agence internationale de l'énergie.

Ces 400 millions de barils, pour vous donner un ordre d'idée, ça représente environ 20 jours de sortie de barils par le détroit d'Ormuz. Donc c'est significatif, c'est la plus grande libération de barils qui a été faite depuis qu'on pratique ces libérations de réserves stratégiques. Nous allons le faire de manière organisée dans les prochains jours, et donc ça a été acté dans le G7 que nous venons de tenir, ce qui envoie un signal clair pour faire baisser les prix mondiaux.

En parallèle de ça, nous allons prendre toutes les mesures utiles pour encourager le maximum de production chez tous ceux qui produisent dans la période et pour faire face donc aux conséquences de cette guerre, qui, je le rappelle, pour le pétrole et le gaz, fait qu'il y a environ 20 % de nos capacités qui sont bloquées ou hors marché pendant cette période. Et puis dans le même temps, nous allons engager avec plusieurs pays pour éviter toutes les mesures de restriction à l'export. Plusieurs pays ont pris des mesures qui ont un peu gêné le commerce mondial ou envoyé des mauvais signaux. Il faut que les choses restent fluides et que la coopération soit assurée entre toutes les économies. Dans le même temps, nous avons décidé d'avoir une coordination, donc on va l'organiser dans les prochains jours, entre les pays membres du G7 et les économies du Golfe pour pouvoir, justement, organiser tout cela.

En parallèle, nous allons lancer les travaux pour, évidemment, suivre de près tous les impacts plus spécifiques, les tensions qui pourraient exister sur certaines catégories de carburants, évidemment, continuer de surveiller les conséquences sur le gaz, mais surveiller aussi les conséquences pour nos agriculteurs, puisqu'il y a aussi beaucoup d'engrais qui sont dans cette région. C'est environ un tiers des flux d'engrais mondiaux qui sont impactés par la situation. Donc là aussi, nous devons suivre la situation pour nos agriculteurs.

Au-delà de cela, nous avons acté également dans ce G7 que cette situation ne justifiait en aucun cas de lever les sanctions qui existent à l'égard de la Russie, que cette situation ne devait pas, évidemment, réduire notre attention à l'Ukraine, au soutien à l'Ukraine, et à la clarté que nous avons en termes de sanctions à l'égard de la Russie. Et donc, nous allons maintenir nos efforts. Plusieurs, d'ailleurs, d'entre nous, ont pu saluer l'implication des Ukrainiens, qui sont très rapidement venus en soutien de beaucoup de pays du Golfe pour leur apporter leurs capacités et leurs innovations en termes de lutte anti-drone.

Voilà les quelques mots que je souhaitais faire pour vous rendre compte de ce G7, qui, donc, a permis d'apporter des réponses concrètes pour nos compatriotes en termes de prix de l'essence à travers cette mesure, justement, sur les réserves stratégiques de nos économies. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Merci, M. le Président. Vous avez dit, en début, en ouverture de réunion, que vous alliez faire un point sur la situation sur le terrain, en présence du président Trump. Est-ce qu'il vous a donné une vision un peu claire de son intention sur la durée de cette guerre, sur les déclarations contradictoires entre les différents dirigeants américains et israéliens, et sur les objectifs de cette guerre ? Et par ailleurs, sur les sanctions contre le pétrole russe, est-ce que, du coup, il s'est engagé, il est revenu sur ses propos de l'autre jour quand il a dit qu'il était prêt à allouer des sanctions sur le pétrole russe ?

Emmanuel MACRON

Sur la situation aujourd'hui et l'évolution de ce conflit, il ne m'appartient pas de parler, à la place du président des Etats-Unis d'Amérique. C'est lui qui clarifiera dans les heures ou les jours qui viennent. Ce qui est clair, c'est qu'il est évident pour tous qu'aujourd'hui, il faut pouvoir définir des objectifs clairs sur le plan militaire et politique. À ce conflit, il y a déjà aujourd'hui des dommages considérables qui ont été portés aux capacités balistiques, militaires de l'Iran. L'Iran, néanmoins, continue d'agresser plusieurs pays de la région. Et donc, ses capacités ne sont pas réduites à zéro et dans le même temps, plusieurs groupes qui sont liés à l'Iran continuent d'agir. Je pense en particulier à ce qui se passe en Irak ou au Liban. Donc, il appartiendra au président des Etats-Unis d'Amérique de clarifier à la fois ses objectifs finaux et le tempo qu'il veut donner aux opérations.

Pour ce qui nous concerne, nous, nous devons continuer de défendre nos ressortissants, ce que nous faisons, nos emprises. Nous devons être en situation d'être responsables et à la hauteur de nos alliances. Et donc, nous sommes, depuis le 1er jour, aux côtés de nos partenaires. Nous sommes aux côtés des pays qui sont les plus touchés et vis-à-vis desquels nous avons une responsabilité particulière. C'est ce qui a justifié l'arrivée, d'ailleurs, ces dernières heures de l'aide humanitaire à laquelle je m'étais engagé pour le Liban. Et du travail au long cours que nous allons poursuivre aux côtés du Liban pour lutter efficacement contre les actions du Hezbollah et permettre au Liban de restaurer sa pleine souveraineté.

Enfin, nous, nous allons structurer et poursuivre le travail pour la liberté de navigation. En la matière, c'est ça, le cœur de notre rôle. Comme je le disais, en parallèle de cela, il y a eu un consensus, donc je vous confirme que dans les conclusions de ce G7 que j'ai pu tirer, j'ai résumé en disant qu'il y avait un consensus qui n'a pas été rompu pour dire qu'on ne devait pas changer notre position à l'égard de la Russie et maintenir l'effort pour l'Ukraine.

Enfin, nous devons évidemment continuer de répondre aux conséquences économiques de cette guerre. C'est ce que nous avons fait par ce G7, les décisions des derniers jours sur la libération de certaines de nos réserves stratégiques et de manière plus nationale par les mesures que le gouvernement prépare.

Journaliste

Sur la partie énergie, justement, M. le Président, pouvez-vous préciser quelle est la quantité qui va être usée dans les réserves françaises en termes de pétrole, vous parliez à l'instant des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour protéger le pouvoir d'achat des Français. Si jamais, en effet, ces réserves stratégiques ne suffisent pas à limiter la hausse, est-ce qu'il faut prendre des mesures, protéger le portefeuille des Français, quoi qu'il en coûte, au risque d'accroître les ... ?

Emmanuel MACRON

Les réserves stratégiques, c'est un maximum qui a été donné. Et donc, nous avons décidé, dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie, la trentaine de pays qu'ils composent, de libérer jusqu'à 400 millions de barils, ce qui équivaut à environ 14,5 millions pour les réserves stratégiques françaises. C'est un maximum. On va le faire par étapes, en fonction des évolutions du marché, en se coordonnant avec nos principaux partenaires. Nous avons encore beaucoup d'autres réserves derrière, mais c'est une intervention de marché qui est importante.

Pour que ce soit bien compris, ce sont des capacités que les Etats gardent par devers eux, qui ne sont pas sur leur marché domestique. Donc, ce n'est pas quelque chose qu'on enlève à quelqu'un chez nous. C'est des réserves qu'on garde pour réguler le marché et avoir ces instruments d'intervention en cas de déstabilisation. On a considéré que c'était le cas, et donc, on les libère sur le marché. Ce qu'on fait, c'est qu'on le fait de manière coordonnée. On envoie un signal de marché pour que les prix baissent, et on le fait en s'assurant que d'autres ne fassent pas des réserves indues. Et ça, c'est en particulier le travail qu'on va mener avec l'ensemble des pays du G7, qui représente 70 % des capacités qui seront libérées, et avec l'Agence internationale vis-à-vis des pays tiers.

Sur les autres mesures, le gouvernement a appelé chacun la responsabilité. J'ai vu aussi les prises de parole de plusieurs distributeurs. C'est une bonne chose. Au fond, il faut d'abord que les prix mondiaux se tiennent le plus possible. Si je devais vous dire les choses, quelle est la bonne réponse à la crise que nous vivons ? La première, qui est la plus vite possible, un arrêt des combats et qu'on puisse reprendre la route d'Ormuz en la sécurisant comme il faut dans un cadre qu'on est en train de préparer. Donc on fait déjà œuvre utile dans la durée.

Deuxième chose, tant que nous n'avons pas ça, il faut pousser ceux qui peuvent à produire davantage, éviter tout dysfonctionnement de marché par des comportements inappropriés où les uns ou les autres réduisent les exports ou bloquent le commerce mondial, et faire des interventions techniques comme on vient de le faire en relâchant nos capacités stratégiques qui sont faites pour ça.

Et puis au niveau national, ce que le gouvernement est en train de faire, c'est d'abord de faire des contrôles pour s'assurer qu'il n'y a pas des gens qui profitent de la situation pour monter un peu trop vite et trop fort les prix, et c'est tout faire pour que la hausse se transmette le plus lentement possible dans les prix à la pompe, qu'ensuite, dès qu'il y a une baisse, elle, elle redescende le plus vite possible dans les prix à la pompe, et d'engager les principaux distributeurs à essayer de tout faire à prix coûtant, à essayer de ne pas aller au-delà de certains prix. Certains ont commencé à s'engager ces dernières heures dans ce sens, c'est une bonne chose, puis le gouvernement, lui, renforcera les contrôles. Après, il appartiendra au gouvernement, si la crise devait durer, de voir les mesures appropriées. Ce n'est pas aujourd'hui qu'on peut dire cela.

Tout cela nous montre une chose. Ce qu'on est en train de vivre, c'est le coût de la dépendance. Et donc, quand vous m'entendez, depuis des années, parler de plus d'autonomie et de décarbonation, parce que la France ne produit pas du pétrole et du gaz sur son sol, c'est cela. C'est-à-dire que tout ce qu'on fait, qui nous amène vers la transition, c'est réduire aussi la dépendance, et donc notre exposition à des risques géopolitiques. Donc, on a raison de continuer à électrifier massivement, à réduire nos dépendances. C'est un chemin au long cours. On l'a beaucoup accéléré ces dernières années. Il est utile dans ces périodes.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce que vous avez des informations consolidées sur le minage par les Iraniens du détroit d'Ormuz, et en quoi cela pourrait compliquer ou retarder la mission que vous avez annoncée ? Et combien de temps pourrait durer cette mission pour débloquer le détroit ?

Emmanuel MACRON

Je n'ai pas d'informations sur ce sujet de manière sûre. J'ai vu, comme vous, en ce qu'on appelle des sources ouvertes, c'est-à-dire sur des fils d'informations ou des interventions, que ce serait possible. Je n'en ai pas la confirmation, ni par des services partenaires, ni par nos propres services. Donc, je ne peux pas répondre à cette question. Evidemment, ce serait un choix lourd qu'auraient fait les Iraniens, mais je ne veux pas commenter quelque chose sur lequel je n'ai pas de certitude.

Aujourd'hui, en tout cas, c'est une zone de guerre. Donc, aujourd'hui, on ne peut pas sérieusement considérer qu'on peut reprendre le commerce international. Et donc, il y a plusieurs centaines de tankers et de porte-conteneurs qui sont, aujourd'hui, à l'arrêt des deux côtés du Déroit. Donc, il faut d'abord que les conflits cessent, et ensuite que le travail se structure. Il est à la fois sécuritaire, il est aussi technique.

C'est tout ça qu'on prépare. Merci beaucoup. Merci pour votre attention et bon courage.